Dette étudiante, désinvestissement de l'État dans l'enseignement supérieur et crise de la mobilité sociale aux États-Unis



Conséquence de la stratégie néolibérale de désinvestissement de l'État dans les services publics, l'enseignement supérieur aux États-Unis est désormais majoritairement financé par les frais de scolarité et dépend donc de l'emprunt privé que doivent contracter les étudiants pour les payer. Avec l'explosion de la bulle spéculative des subprimes en 2007-2008, les acteurs financiers qui profitaient déjà de cette manne se sont encore rués davantage sur ce marché. Les prêts ainsi contractés par les étudiants les placent en situation de servitude à l'égard des banques et des organismes de recouvrement et freinent leur mobilité sociale. Pour John Mason,

l'ampleur de la dette étudiante – dont le taux de défaut de paiement est particulièrement élevé – menace désormais toute l'économie.

L'enseignement supérieur aux États-Unis est le dernier secteur de l'économie américaine à être victime des prêts abusifs du secteur bancaire. C'est la conséquence de deux paramètres : la réduction considérable du soutien financier accordé par le gouvernement fédéral et ceux des États à l'enseignement supérieur public, et le remplacement de l'impôt pour financer les études secondaires par la dépendance à l'emprunt privé. En conséquence, quelque 42 millions d'étudiants emprunteurs sont désormais endettés à hauteur d'environ 1,5 milliard de dollars. Ce fardeau de la dette a augmenté de 157 % depuis 2007, faisant des prêts étudiants la seconde source d'*endettement des ménages après* les *prêts hypothécaires*. En comparaison, les prêts automobiles ont augmenté de 52 %, tandis que la dette hypothécaire et la dette liée aux cartes de crédit ont diminué de 1 % au cours de la même période.

À l'origine de la dette étudiante, un désinvestissement public massif

L'augmentation du niveau de la dette reflète le nombre croissant d'Américains titulaires d'un diplôme universitaire, de 4 ans ou plus – 33 % des Américains en 2017[1] – et la hausse des coûts des droits de scolarité dans les universités. Ces derniers s'élèvent en moyenne à 35 830 $ par an dans des établissements privés et à 10 280 $ dans les universités publiques – des niveaux inédits pour les deux secteurs[2]. Alors que la demande et les coûts de l'enseignement supérieur ont tous deux augmenté de manière spectaculaire, l'aide de l'État est en déclin depuis une génération. Depuis 1980, les aides publiques accordées aux universités publiques ont diminué de 500 milliards de dollars. Cette tendance s'est accélérée depuis la crise financière de 2008, lorsque les républicains conservateurs ont pris le contrôle de la majorité des gouvernorats et des assemblées d'État et ciblé les budgets de l'éducation qui ont été drastiquement réduits. Cela représente un renversement spectaculaire de la tendance d'après-guerre.

> *« Après la Seconde Guerre mondiale, les États ont affecté de plus en plus de fonds à l'enseignement supérieur public et en 1975, ils contribuaient à hauteur de 58 % du coût total. Mais depuis lors, ils ont régulièrement réduit leur part, sous la pression, entre autres, de la hausse des coûts de Medicaid et des prisons. Aujourd'hui, le soutien de l'État atteint 37 %, selon les données du Bureau d'analyses économiques des États-Unis »[3].*

Une aubaine pour les marchés, un piège pour les étudiants et leur famille

Cette insuffisance des investissements publics a été compensée par le recours croissant à des programmes de prêts privés et fédéraux aux étudiants, qui ont ensuite été ouverts à la gestion par des sociétés à but lucratif.

Par exemple, lorsque j'ai commencé à enseigner à l'université William Paterson, en 1992, près de 80 % du budget de l'établissement étaient couverts par l'État du New Jersey. Actuellement, l'aide de l'État couvre moins de 30 % de nos dépenses et le reste est financé, en grande partie, par les frais de scolarité. Ce changement dans la répartition des coûts, qui se traduit par un transfert des contributions publiques sur les particuliers et les ménages, résulte de la mise en œuvre de la stratégie néolibérale de transformation des investissements publics en sources de profit privé.

> *« Les sociétés de capital-investissement et les banques de Wall Street ont saisi le flux des prêts fédéraux, accordant aux étudiants des prêts qu'ils ne pouvaient parfois pas se permettre, et percevant ensuite des frais auprès du gouvernement pour poursuivre les étudiants en cas de défaillance. Peu à peu, le Congrès a promulgué des lois afin de faire de la dette étudiante la pire des dettes pour les Américains – et la meilleure pour les banques et les agents de recouvrement »*[4].

Aujourd'hui, à peu près toutes les personnes impliquées dans le secteur des prêts aux étudiants gagnent de l'argent grâce à eux – les banques, les investisseurs privés et même le gouvernement fédéral. On estime que ce dernier a réalisé un rendement de 20 % – environ 50 milliards de dollars – sur les paiements des prêts étudiants du programme de prêts *Stafford*. La marge bénéficiaire des programmes de prêts privés peut être encore plus importante si les taux d'intérêt dépassent 8 %.

Contrairement aux autres types de crédits à la consommation (prêts automobiles, prêts hypothécaires, dettes de carte de crédit non garanties), les prêts étudiants ne peuvent jamais être annulés par une faillite personnelle. Outre le paiement d'intérêts élevés différé après l'obtention du diplôme de l'étudiant et intégré dans le capital de la dette à rembourser, les étudiants ne peuvent pas faire défaut. Ainsi, les dettes impayées continuent de s'accumuler et suivent l'étudiant emprunteur (ou dans le cas de prêts *Federal Stafford* cosignés par un tiers, leurs parents) pendant toute une vie – comme une sorte de servitude par les dettes qui les lie aux banques responsables du recouvrement des créances[5].

Les prêts étudiants : un marché de 140 milliards de dollars

À l'heure actuelle, le gouvernement fédéral détient environ 93 % de la dette étudiante actuelle, ce qui fait du département américain de l'éducation l'une des plus grandes banques du monde. Cependant, depuis les années 1980, le ministère a commencé à passer des contrats avec des banques privées pour recouvrer ces dettes. Depuis cette privatisation, « une vague d'investisseurs a afflué dans ce domaine. Les sociétés de recouvrement de créances établies ont été rachetées par des fonds d'investisseurs privés contrôlés par des sociétés comme *JP Morgan Chase* et *Citigroup* »[6]. Nous avons en effet créé une nouvelle classe de « grands exploitants » prédateurs dignes de l'Ancien régime.

Le recouvrement de créances est un aspect particulièrement rentable de ce système, car les frais et pénalités s'accumulent en cas de défaillance et s'ajoutent au capital de la dette, ce qui alourdit le fardeau de l'étudiant au fur et à mesure de son retard de paiement. Actuellement, un étudiant emprunteur sur quatre est en retard de paiement, de sorte que la dette liée aux prêts étudiants affiche le taux le plus élevé d'impayé (plus de 90 %) parmi tous les types de dettes des ménages. 7,6 millions d'étudiants emprunteurs sont en défaut de paiement sur des dettes auxquelles ils ne peuvent échapper par le biais de la protection en cas de faillite[7].

En conséquence, les agents de recouvrement privés vont percevoir plus de 2 milliards de dollars de commissions du gouvernement fédéral. Les prêts étudiants représentent un marché de 140 milliards de dollars et, à l'instar du secteur de l'assurance maladie privatisé, il représente une telle manne pour les entreprises privées que sa position est fortement défendue par une armée de lobbyistes à Washington[8].

Le marché des prêts aux étudiants s'est encore enrichi avec la montée en puissance des « écoles techniques »

qui ciblent les anciens combattants de l'armée de retour au pays, avec de faux programmes menant à des diplômes comportant des frais de scolarité surévalués. L'administration Obama a tenté de réprimer ce secteur prédateur en ôtant la certification à ces écoles et en les poursuivant en justice afin que les dettes des étudiants victimes de ces escroqueries soient allégées. Mais, les progrès en matière de réglementation de ce type d'institutions ont été largement annulés par la secrétaire à l'éducation de Trump, Betsy DeVos, qui a soutenu les acteurs de ce marché contre les revendications juridiques des étudiants[9].

Les universités : une cible dans la guerre culturelle entre les États républicains et démocrates

De manière générale, la tendance à la privatisation de l'enseignement supérieur public a été renforcée par l'hostilité croissante des électeurs républicains à l'égard des établissements d'enseignement supérieur et des sciences. Les universités sont devenues des cibles dans les guerres culturelles entre les États républicains rouges et les États démocrates bleus. Selon le Pew Research Center, une majorité d'Américains (55 %) continue de croire qu'elles « ont un effet positif sur l'évolution de la situation dans le pays ». Mais les électeurs républicains expriment de plus en plus une vision négative des établissements d'enseignement supérieur de la même manière qu'ils doutent des médias nationaux.

> *« Une majorité de républicains et d'indépendants à tendance républicaine (58 %) affirment maintenant que les collèges et les universités ont un impact négatif sur le pays, contre 45 % l'an dernier. En revanche, la plupart des démocrates et des sympathisants démocrates (72 %) affirment que les collèges et les universités ont un effet positif, ce qui a peu changé par rapport aux dernières années »[10].*

La crise de la dette étudiante : une menace pour l'économie

Alors qu'elle a permis la mobilité sociale des générations précédentes, la poursuite d'études universitaires dans les établissements publics d'enseignement supérieur est maintenant devenue un piège de la dette. Ce piège entraine un appauvrissement de nombre de jeunes au regard de leurs parents, ralentit la formation de nouveaux ménages et contribue à un déclin général de la mobilité sociale. La privatisation de l'éducation – qui ressemble à ce qui s'est déjà produit sur le marché du logement ou dans les services de santé – a transformé un service public essentiel en une source de profit pour le secteur financier. Le résultat est un appauvrissement des familles de la classe moyenne et une accélération de la redistribution des richesses et des revenus vers les 10 % des ménages américains les plus riches. Après la crise financière de 2008, qui a vu des millions d'Américains perdre leur maison (et la valeur nette de leur maison), et la captation de prestations de soins de santé par des compagnies d'assurance privées et des organismes de gestion de santé qui ont conduit 4 872 487 Américains à se déclarer en faillite médicale en 2017, nous sommes maintenant confrontés à une bulle de la dette étudiante représentant la part la plus importante de la dette des ménages et entraînant le taux de défaut de paiement le plus élevé. Nous pouvons maintenant parler d'une crise de la dette étudiante comme d'une menace pour l'économie en général et pour le système financier en particulier[11].

Notes de bas de page :

[1] Bloomberg News, “The National Student Debt Burden Is About to Get Worse,” Riley Griffin, October 17. 2018.

[2] Ce sont les plus hauts niveaux d’éducation atteints par les adultes aux États-Unis depuis 1940, *US Census Bureau News*, 30 mars 2017.

[3] Évolution des frais de scolarité, frais de scolarité moyens en dollars 2018 par secteur : https://trends.collegeboard.org/college-pricing/figures-tables/tuition-fees-room-board-over-time

[4] « Student Debt : Lives On Hold », *Consumer Reports*, 28th, 2016. https://www.consumerreports.org/student-loan-debt-crisis/lives-on-hold/

[5] *Ibid.*

[6] *Ibid.*

[7] Bloomberg News. Student Loan Crisis, *ibid.*

[8] « Student Debt : Lives On Hold », *ibid.*

[9] “Betsy DeVos Is Telling States to Stop Cracking Down on Student Loan Companies”, Money, March 9th, 2018.

[10] “Sharp Partisan Divisions In Views of National Institutions”, Pew Research Center, July 10, 2017. http://www.people-press.org/2017/07/10/sharp-partisan-divisions-in-views-of-national-institutions/

[11] “ The Student Debt Crisis, Could It Slow The General Economy?” Knowledge@Wharton, October 22nd, 2018. Wharton, University of Pennslyvania.

Pour citer cet article :

John Mason, « Dette étudiante, désinvestissement de l’État dans l’enseignement supérieur et crise de la mobilité sociale aux États-Unis », *Silomag*, n° 8, hiver 2018. URL : https://silogora.org/dette-etudiante-desinvestissement-de-letat-dans-lenseignement-superieur-et-crise-de-la-mobilite-sociale-aux-etats-unis/